ALNU INFO

Association Luxembourgeoise pour les Nations Unies
Adresse : 3, route d'Arlon, L-8009 Strassen
Site Internet : https://alnu.lu/
Adresse électronique : alnu@pt.lu

Vous souhaitez devenir membre ? https://alnu.lu/pour-devenir-membre-de-lalnu/
Vous souhaitez faire un don ? https://alnu.lu/2020/03/08/faire-un-don/

Mai 2026
Édition : Charlotte Goka

SOMMAIRE

Projet 2026 de l'ALNU en collaboration avec les lycées 1
Les étapes du projet 1
Séminaire de mi-parcours du Projet 2026 1
Sessions finales les 21 et 22 avril 2026 3
LUXMUN2026 : Luxembourg International Model United Nations 7

PROJET 2026 DE L'ALNU EN COLLABORATION AVEC LES LYCEES : « LA RÉDUCTION DE CERTAINES INÉGALITES DE DÉVELOPPEMENT AVEC UNE APPROCHE D'ÉQUITÉ, D'INTÉGRITÉ ET DE SOLIDARITÉ DANS UN MONDE EN PROFONDE MUTATION »

Sous le patronage, avec le support et le soutien de :

- Le Ministère des Affaires Étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur.
- Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.
- La société Agile Partner, membre du réseau international des entreprises du Global Compact des Nations Unies.
- La Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg.

LES ETAPES DU PROJET

Les lycées Athénée de Luxembourg (AL) et École Privée Fieldgen (EPF) ont participé au Projet 2026 de l'Association Luxembourgeoise pour les Nations Unies (ALNU) avec 28 élèves. Pendant plusieurs mois, ces 28 élèves ont étudié le thème du projet sur la base d'une feuille de route établie par l'ALNU et ont produit par groupe un dossier d'étude, une présentation Powerpoint, ainsi qu'un résumé de leur dossier. L'accompagnement était assuré par leurs professeurs, M. Claude Origer (AL) et M. Philippe Haag (EPF).

Le chapitre A de la feuille de route était consacré à la situation actuelle en matière d'inégalités et de fractures dans un monde en profonde mutation et au partenariat mondial pour le développement en vue d'une amélioration de la situation, notamment en ce qui concerne les domaines du numérique et des énergies renouvelables. Le chapitre B de la feuille de route, quant à lui, se concentrait sur les inégalités dans l'utilisation mondiale des ressources, notamment en Europe et au Luxembourg.

SEMINAIRE DE MI-PARCOURS DU PROJET 2026

Le séminaire de mi-parcours a eu lieu le lundi 2 mars à l'Athénée de Luxembourg avec les professeurs et une trentaine d'élèves des deux lycées, Athénée de Luxembourg et École Privée Fieldgen, qui participaient au projet. Le discours principal a été prononcé par M. Charles Goerens, député européen.

- **Dans son mot de bienvenue, M. Marc Dosser, directeur adjoint de l'Athénée de Luxembourg**, a tenu à saluer l'approche du projet visant à faire valoir une attitude réfléchie et autonome des élèves dans la réalisation de leurs travaux. Cette démarche devrait aussi encourager le développement de leur esprit critique et de leurs

compétences en communication et favoriser leur participation à la vie publique. M. Marc Dosser a souligné l'importance de combattre les inégalités et de promouvoir la solidarité. De plus, il a exprimé le souhait d'un débat constructif.

- Dans son introduction, M. André Rollinger, Président de l'ALNU, a adressé un vif remerciement à tous les participants de ce séminaire et en particulier à l'orateur invité, le député européen M. Charles Goerens. Concernant les Objectifs de développement durable, d'une manière générale, s'impose le constat d'une stagnation du progrès, d'une érosion des engagements politiques et d'une expansion des pressions géopolitiques. C'est ce qu'indique le dernier rapport du Sustainable Development Solutions Network (SDSN) des Nations Unies, publié le 26 février 2026. Pour cette année, la nouvelle vient de tomber : le Luxembourg aurait besoin de sept planètes Terre pour permettre à l'humanité entière de vivre selon le mode de vie de la population luxembourgeoise.

- Mme. Monique Kieffer, membre du Conseil d'Administration de l'ALNU, a présenté M. Charles Goerens aux élèves, particulièrement qualifié pour aborder et discuter les thèmes du « Projet 2026 » de par les diverses fonctions et missions qu'il a assumées tout au long de sa carrière politique depuis 1979 ; en particulier en sa qualité de Ministre de l'Environnement et de Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense (1999-2004) et de membre du Parlement européen de 1982 à 1984, de 1994 à 1999 et depuis 2009. Au Parlement européen, il est actuellement membre de la Commission du développement.



- Dans son discours, M. Charles Goerens, député et membre de la Commission du Développement au sein du Parlement européen, s'est prononcé sur des sujets en relation avec la thématique du projet. Il a affirmé sans détour que les 80 années de paix et de prospérité que nous connaissons depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale sont aujourd'hui menacées et que nous entrons dans un nouvel ordre mondial. De grands États comme la Russie menant la guerre en Ukraine, et les États-Unis d'Amérique imposant leur politique du 'Make America Great Again' (MAGA) veulent s'affranchir des règles du droit international.

M. Goerens a rappelé qu'en 2015, dans un élan de coopération planétaire sans précédent au sein des Nations Unies, plus de 190 pays étaient parvenus à s'accorder sur les Accords de Paris ; un plan d'action ambitieux au sujet du réchauffement climatique, visant à limiter l'élévation des températures en dessous de 2°C et même à 1,5°C dans la mesure du possible. Or, début 2026, le président des États-Unis, Donald Trump, a fait marche arrière dans une optique de négation de l'effet des émissions de CO_2 sur le changement climatique. Il a tourné le dos aux Nations Unies en retirant son pays du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ainsi que d'une soixantaine d'organisations internationales centrées sur le développement.

Pourtant, le climat tout comme la sécurité, le développement et la santé constituent des problématiques mondiales. Il importe donc que les pays de l'Union européenne maintiennent une lecture globale de ces enjeux et leur consacrent la priorité. Au Moyen-Orient, des conflits exaspérants sapent très fortement la sécurité. Dans le domaine de la santé, la trithérapie contre le sida devrait être accessible à tout le monde.

Concernant le développement, l'aide publique au développement de 1% par rapport au RNB au Luxembourg est exemplaire. Pour autant, même si l'aide de l'Union européenne est d'environ 300 milliards d'EUR par an, elle reste très largement insuffisante pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies à l'horizon de 2030, alors que les besoins réels à l'échelle mondiale sont estimés à 4.800 milliards d'EUR par an. Ce montant constitue une fraction relativement modeste de 4% par rapport au PIB mondial, s'élevant à environ 111.000 milliards d'EUR.



Pour parvenir à un niveau de développement plus avancé dans les pays du Sud Global notamment en Afrique, M. Charles Goerens a insisté également sur la nécessité d'une phase d'industrialisation accompagnée d'un accès à la protection sociale à tous les citoyens. Ce développement passera également par un partage des connaissances avec l'Union européenne, dans le respect des intérêts réciproques des différents partenaires. Par exemple, la production énergétique de l'hydrogène vert basée sur l'électrolyse nécessite beaucoup d'électricité. Dès lors, il faut faire attention à ce que l'exportation d'hydrogène vert de certains pays du Sud ne se fasse pas au détriment des besoins en électricité de la population de ces pays. Concernant la mobilisation souhaitable de fonds privés, M. Charles Goerens a précisé que les intérêts des acteurs privés doivent converger avec ceux des partenaires bénéficiaires de l'aide, tout en veillant à ce que ces investissements contribuent à bâtir un avenir plus juste et plus durable.

À la question « Est-il possible pour l'Union européenne de poursuivre sa politique d'aide au développement tout en investissant également dans l'effort de guerre ? », M. Charles Goerens a répondu qu'il est nécessaire de consacrer des ressources à la protection de nos démocraties libérales fragilisées par certains acteurs, tout en continuant à investir dans l'avenir de l'humanité. De plus, l'Europe devrait davantage faire le poids par rapport aux États-Unis dans le domaine de la défense et de la cybersécurité. Les milliardaires dans le secteur de la technologie disposant d'une grande puissance doivent exercer leurs activités dans le respect des lois et en conformité avec une bonne gouvernance, exercée par les États.

M. Charles Goerens a conclu en disant qu'à l'heure où certains pays choisissent de se détourner du multilatéralisme, il est fondamental pour l'Union européenne de maintenir le cap et de mobiliser toutes les énergies disponibles avec les États qui souhaitent contribuer à l'avènement d'un monde meilleur.

- **Mme. Charlotte Goka, nouvelle chargée de projet et d'administration pour l'ALNU, a fait une présentation de sa part.** Elle est la nouvelle interlocutrice pour toutes les questions relatives au Projet 2026. Ensuite, son expérience a été évoquée en tant que stagiaire à la Représentation permanente du Luxembourg auprès des Nations Unies à Genève. Des opportunités de stage pourraient s'offrir également aux élèves plus tard durant leur parcours universitaire.

- Le séminaire a été clôturé par une séance de questions-réponses avec les élèves et leurs professeurs, consacrée aux spécificités du « Projet 2026 ». L'avancement du projet dans les lycées en vue des sessions finales les 21 et 22 avril prochains a pu être confirmé.

SESSIONS FINALES LES 21 ET 22 AVRIL 2026

Les sessions finales se sont déroulées à la Chambre de Commerce à Luxembourg le mardi 21 avril et le mercredi 22 avril 2026. L'organisation de la logistique de la part de l'ALNU a été assurée par M. André Rollinger, Président de l'ALNU, et Mme. Charlotte Goka, chargée de projet et d'administration.

Mardi 21 avril 2026

Question orale

La journée a débuté par une question orale posée par le jury à chacun des groupes de travail dans une salle à part. Cette question portait sur les différences notables observables en matière de coopération au développement entre les approches de l'Union européenne et celles de la Chine. La Chine qui est encore considérée par les Nations Unies comme un pays en voie de développement, s'est pourtant déjà hissée au rang de deuxième puissance économique mondiale, directement derrière les États-Unis. Les réponses des élèves ont mis en évidence leurs capacités d'analyse et de travail en équipe, ainsi que le sérieux avec lequel chacun des groupes de travail avait préparé son dossier. Simultanément, les groupes de travail préparaient à l'avance leur contribution à l'élaboration d'une résolution commune.

Mise au point d'une résolution « Model United Nations » par le groupe inter-lycées



Ensuite, les élèves se sont réunis au sein d'un grand groupe de travail inter-lycées afin d'élaborer, sur la base d'un schéma, une résolution selon les principes d'un 'Model United Nations' ou d'une simulation des Nations Unies. Cette démarche permet aux jeunes de mieux comprendre les principes de l'ONU et son fonctionnement. Les élèves remplissant les fonctions spéciales de secrétaire et de coprésidentes-rapporteuses, en tant que coordinatrices du grand groupe de travail, se sont concertées afin de compiler le plus fidèlement possible les différents éléments que chaque groupe de travail voulait voir apparaître au sein de la résolution finale.

La résolution donne une appréciation générale de la situation actuelle concernant les grands thèmes de la feuille de route et une série de propositions et de demandes afin d'améliorer cette situation. Durant cet après-midi, les élèves ont démontré leur engagement et leur esprit d'équipe et de collaboration. Cette résolution fut présentée point par point le lendemain matin. À cette occasion, les élèves ont apporté leurs dernières modifications.

<u>Mercredi 22 avril 2026</u>

Mme. Sabrina Kohn, Sustainability Advisor à la Chambre de Commerce a souhaité la bienvenue à tous les participants de la part de la Chambre de Commerce. Elle a présenté le rôle et les différentes missions de la Chambre de Commerce au sein de la société, des missions définies dans la loi luxembourgeoise. Ainsi, la Chambre de Commerce soutient les entreprises dans la mise en œuvre d'un développement durable et le maintien de leur compétitivité, notamment par le biais d'une House of Sustainability. La Chambre de Commerce guide les entreprises, actrices majeures de la transition climatique, par l'organisation de formations dans l'acquisition d'un label ESR - Entreprise Socialement Responsable. Elle gère, conjointement avec le Ministère des Affaires Étrangères, le Pacte national 'Entreprises et Droits de l'Homme' qui permet aux entreprises adhérentes d'appliquer les principes directeurs des Nations Unies pour le respect des droits humains à travers toute leur chaîne de valeur.

M. André Rollinger, Président de l'ALNU a adressé au nom de l'ALNU ses remerciements aux élèves, aux professeurs, aux membres de l'ALNU et aux invités participant à cette journée finale du Projet 2026 avec les lycées. Il a également exprimé sa gratitude envers la société Agile Partner pour son partenariat sur ce projet et à Mme Sabrina Kohn de la Chambre de Commerce pour sa participation à l'ouverture de la journée.

Il a évoqué les contours du projet avec un monde multipolaire en profonde mutation, l'émergence de la Chine comme une nouvelle puissance économique de tout premier plan, l'augmentation continue de certaines inégalités et fractures à travers le monde, ainsi que la surexploitation et la surconsommation de ressources planétaires limitées en Europe et notamment au Luxembourg.

Présentation des travaux des équipes

Les cinq groupes de travail, à savoir deux groupes de l'Athénée de Luxembourg et trois groupes de l'École Privée Fieldgen, ont présenté tour à tour oralement leur dossier sur la base des deux diapositives Powerpoint qu'ils avaient établies. Les présentations étaient suivies par une brève séquence de questions et réponses.

Finalisation par le groupe de travail inter-lycées de la résolution préparée la journée précédente

La résolution commune a été présentée par les coordinatrices du groupe inter-lycées, puis les élèves ont délibéré sur les dernières modifications à apporter.

En bref, dans cette résolution, les élèves plaident pour une réduction des inégalités mondiales et un renforcement de la solidarité internationale dans un contexte de mutations profondes. Ils appellent les pays développés à accroître leur aide publique au développement, notamment en atteignant l'objectif de 0,7 % du revenu national brut, et à réformer le système financier international avec des mécanismes comme les swaps de dette. Ils proposent aussi une taxe mondiale sur les grandes fortunes et les transactions financières pour financer le développement et soutenir l'économie circulaire. Ils insistent également sur l'importance du maintien du principe d'additionnalité au Luxembourg. Par ailleurs, ils encouragent le transfert de technologies, le développement d'infrastructures numériques et l'accès aux énergies durables dans les pays du Sud. Enfin, ils soutiennent des initiatives concrètes comme les Repair Cafés, le programme Global Gateway et une coopération fiscale internationale renforcée.

La version définitive de cette résolution sera envoyée plus tard au Ministère des Affaires étrangères, au Ministère de l'Éducation nationale et au Ministère de l'Environnement par les soins de l'ALNU.

<u>Séance de clôture</u>

La séance de clôture de l'après-midi a débuté avec la présentation des synopsis établis par chaque groupe de travail, résumant les points principaux abordés dans chacun des dossiers.

Les interventions des représentantes des Ministères, du Délégué de la Jeunesse auprès des Nations Unies et du Député Européen

- **Mme. Véronique Dockendorf, Directrice des Affaires Politiques au Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur** est revenue sur l'importance accordée par le Luxembourg au multilatéralisme. Présentement, le Luxembourg fait partie du Conseil Exécutif de l'UNESCO pour une durée de quatre ans (2025-2029) et est également candidat pour le Conseil Exécutif de l'OMS ainsi que pour un second mandat au Conseil de Sécurité de l'ONU. Mme. Dockendorf est brièvement revenue sur le processus de nomination d'un nouveau Secrétaire Général des Nations Unies, qui pour la première fois depuis la création des Nations Unies, devrait être une femme. Elle a ensuite expliqué aux élèves le rôle du Département des Affaires Politiques. Ce département travaille activement à la promotion des droits humains, en coordination avec d'autres départements du Ministère des Affaires Etrangères, notamment celui de la Coopération, ainsi qu'avec d'autres Ministères. Cette coopération est cruciale car elle permet, par exemple, de trouver les meilleures pistes de solutions pour gérer le trafic d'armes sur le marché noir lorsqu'une guerre prend fin. Enfin, Mme. Dockendorf a brièvement abordé le processus de réforme en cours au sein de l'ONU. Elle a réaffirmé qu'il était primordial de continuer à soutenir le travail des agences onusiennes sur le terrain en ces temps incertains.

- **Mme. Annick Spautz, Chef de service du département des relations internationales au Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** a pris la parole en rapportant les conclusions du Global Education Monitoring Report 2026 de l'UNESCO. Aujourd'hui, des millions d'enfants, surtout des filles, ne vont toujours pas à l'école. Il est donc nécessaire d'agir. À l'international, investir dans l'éducation permet à certains pays endettés d'alléger leurs dettes grâce au système des « swaps de dette ». Au Luxembourg, l'égalité des chances, la réussite de tous les élèves, le multilinguisme, la prise en compte des besoins spécifiques ainsi que l'inclusion dans les maisons relais et les crèches sont les principales priorités. Mme. Spautz a terminé en rappelant que l'éducation est l'un des leviers les plus puissants pour lutter contre les inégalités.

- **M. Georg Poensgen, Délégué de la Jeunesse du Luxembourg pour les Nations Unies (UNYD)** a commencé par expliquer sa fonction ainsi que le système de nomination des Délégués de la Jeunesse du Luxembourg auprès des Nations Unies, comprenant l'élection d'un délégué « Junior » et d'un délégué « Senior » afin d'assurer la bonne continuité entre les mandats successifs. M. Poensgen est ensuite revenu sur son expérience à New-York au cours de laquelle il avait, en tant qu'ambassadeur de la Jeunesse du Luxembourg, co-facilité, ensemble avec son homologue de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, un rapport portant sur les maladies non transmissibles et la santé mentale. M. Poensgen continue d'être engagé dans ces domaines, en particulier celui de la santé mentale. Il a notamment évoqué la problématique du cyberharcèlement fondé sur le genre. Pour finir, M. Poensgen a adressé une invitation à tous les élèves à l'occasion du lancement du « Lëtzebuerg Tour » des UNYD, une initiative visant à consulter la jeunesse

luxembourgeoise sur des problématiques qui la concernent et/ou pour lesquelles elle se sent concernée. Ce lancement s'est tenu le 23 avril de 17h30 à 19h30 au Jugendrot.

- M. Charles Goerens, Député et membre de la Commission du Développement au sein du Parlement européen est ensuite intervenu par vidéo pré-enregistrée, sa présence étant exigée à Bruxelles. Au cours de son intervention, il a notamment fait référence à la stratégie Global Gateway de l'Union européenne. Cette stratégie vise à améliorer la connectivité au sein des pays en développement en améliorant les infrastructures routières, ferroviaires ainsi que celles liées à la communication. Cette stratégie met l'accent sur la mobilisation de capitaux privés. En ce qui concerne les technologies artificielles, M. Charles Goerens est convaincu que tout ce qui est interdit *offline* doit aussi l'être o*nline.* Il a affirmé que les européens étaient actuellement les seuls à appliquer ce principe. Enfin, concernant le changement climatique, M. Charles Goerens a expliqué qu'en tant que responsables en grande partie de la dégradation du climat, les pays de l'Union européenne doivent tendre la main aux pays du Sud pour y faire face. Il a ajouté que tous les autres pays industrialisés sont également responsables, comme les États-Unis qui se sont récemment retirés de l'Accord de Paris. Aujourd'hui, l'Union européenne porte une responsabilité nouvelle en matière de lutte contre le changement climatique ; elle doit assurer son rôle de pionnière. M. Charles Goerens a terminé en insistant sur la nécessité de rechercher ensemble des solutions aux problèmes qui défient l'humanité tout entière.

Le débat

À la suite de ces interventions, les élèves des deux lycées participants ont eu l'occasion de faire appel à leurs connaissances et d'échanger autour des thématiques du projet au cours d'un débat d'une durée de 45 minutes. Deux questions ont été posées. :

- QUESTION N°1 : Quelles seraient les pistes viables qui permettraient de réduire les inégalités entre les pays développés et les pays du Sud global dans les domaines suivants: la coopération internationale au développement, y compris la mobilisation de ressources financières supplémentaires, et les technologies digitales et le droit à la liberté d'expression et à l'information ?

Cette première question a permis aux élèves de mettre en évidence l'importance d'une coopération technologique à l'échelle internationale, plus spécifiquement en ce qui concerne les énergies renouvelables. Les participants ont notamment abordé le nouveau programme « Water & Sun Alliance » en Côte d'Ivoire (WASUNA). Ce programme s'inscrit dans le cadre de la stratégie Global Gateway de l'Union européenne avec un financement de 410 millions d'EUR provenant de plusieurs partenaires européens. Il prévoit la réhabilitation de six ouvrages hydroélectriques majeurs, la construction de deux centrales solaires et l'installation de systèmes de stockage par batteries. À terme, ce projet devrait permettre de produire et de stocker de l'énergie renouvelable pour neuf millions de personnes.

- QUESTION N°2 : Quelles seraient les solutions viables pour atteindre une consommation plus raisonnée au Luxembourg en conformité avec les limites planétaires spécifiques aux ressources naturelles et les possibilités effectives en matière de gestion des déchets et de recyclage ?

La deuxième question de ce débat a permis aux élèves de souligner des préoccupations communes, spécifiquement en ce qui concerne le déploiement de l'intelligence artificielle. Celle-ci requiert la construction et l'aménagement de grands serveurs informatiques avec une utilisation accrue de ressources naturelles, notamment de minerais et de métaux rares. Le fonctionnement de ces serveurs nécessite souvent beaucoup d'eau, qui doit être puisée, et d'électricité, qui doit être produite en plus par rapport à des besoins plus fondamentaux des personnes et des entreprises. Les élèves ont également mis en avant l'importance de la « Responsabilité Élargie du Producteur » afin de pouvoir garantir la durabilité des appareils électroniques, ainsi que le recyclage de leurs composantes.

Brèves interventions finales par les professeurs et de l'ALNU

Avant l'annonce des résultats, les professeurs Claude Origer et Philippe Haag ont remercié tous les élèves participants et ont évoqué l'importance des échanges à propos des thématiques susmentionnées.

L'ALNU a remercié les élèves pour leur participation et leur engagement et a encouragé les élèves à faire part de leurs retours éventuels sur le Projet 2026 de l'ALNU avec les lycées.

Toutes les équipes de travail sont félicitées pour le travail remarquable qu'elles ont accompli durant toute la durée du projet.

Prise d'une photo de tous les participants, annonce et remise des prix

Une évaluation sur base des prestations écrites et orales des équipes de travail a été effectuée par un jury composé des deux professeurs des lycées et de trois membres de l'ALNU. À la suite des délibérations de ce jury, les prix ont été annoncés et remis aux équipes de travail suivantes :

- le groupe 3 de l'École Privée Fieldgen ;
- le groupe 1 de l'Athénée du Luxembourg ;
- le groupe 2 de l'École Privée Fieldgen.

Chacune des cinq équipes d'élèves a été prise en photo. La session de clôture s'est terminée par des échanges informels entre les organisateurs et les intervenants sur la mise en œuvre et les résultats de ce projet.



LUXMUN2026 : LUXEMBOURG INTERNATIONAL MODEL UNITED NATIONS

The Luxembourg International Model United Nations 2026 Conference took place from April 17 to April 20, bringing together students from the Athénée de Luxembourg as well as several schools from Luxembourg and abroad, including France, Belgium, Romania, and Croatia. Over the course of four days, participants stepped into the role of diplomats, engaging in an immersive United Nations simulation. The Luxembourg United Nations Association (ALNU) had established a partnership with the LUXMUN Association for that Conference.

Entirely organized by students of the Athénée de Luxembourg, the Conference aimed to introduce young people to multilateralism and provide insight into the intricacies of diplomatic work. Similarly to the functioning of the United Nations, the main roles were assumed by the following students: Ms. Karolina V. Lazarus Yazbeck as Secretary-General, Ms. Maria Toca as President of the General Assembly, Ms. Aditya Kumar as Deputy Secretary-General and Mr. Xinyi Xiong as Vice President of the General Assembly. The various Committees were featuring certain organs and institutions of the United Nations in which the students were representing specific countries and discussing specific topics like the following ones:

- The United Nations Security Council (UNSC) : "Responding to the Use of Force Against Venezuelan Sovereignty and its Impact on Regional and International Security."
- United Nations Environment Program (UNEP) : "Battling Chemical Pollution and Exposure to Hazardous Substances, Especially in Southeast Asia."
- International Organization for Migration (IOM) : "Preventing Escalation of Instability in Sudan by tackling Mass Displacement and Securing Migrant Populations."
- United Nations Human Rights Committee (UNHRC) : "Measures To Protect Women and Children in Sudanese Conflict Areas, Such As El Fasher and North Darfur."
- World Health Organization (WHO) : "Developing an International Framework for Coordinated Pandemic Response."

Much like at the United Nations, the objective was clear: to discuss global challenges and work toward adopting meaningful resolutions.

The Opening Ceremony marked the beginning of the Conference in a distinguished setting, attended by prominent figures from Luxembourg's political and diplomatic spheres. Following speeches by Secretary General Ms. Karolina Lazarus-Yazbeck and the Headmaster of the Athénée, Mr. Claude Heiser, participants had the opportunity to listen to several notable addresses, including that of Luxembourg's Prime Minister, Mr. Luc Frieden, as well as various ambassadors and representatives of international organizations. The President of ALNU, Mr. André Rollinger delivered a speech highlighting the importance of such an initiative in enabling students to exchange knowledge and engage with the core values and missions of the United Nations—human rights, peace and security, the rule of law, and development—particularly at a time when these pillars are under increasing strain. He emphasized that the Secretary General of the United Nations, Mr. Antonio Guterres, had told journalists at UN Headquarters in New York outside the Security Council in April 2026, that international law applies to all States, without exception, and that respect for those rules is not optional. A message that in a world moving toward greater fragmentation and sharper power competition, is indispensable. The day continued with an open debate on student ambassador speeches, allowing delegates to develop their public speaking skills ahead of the committee sessions, and concluded with a convivial evening.



Student delegates posing with their country plates.

The following two days were dedicated to committee sessions, marked by an intense and productive working atmosphere. Mr. Rollinger attended one session of the Committee on the Security Council. Delegates quickly formed alliances, drafted working papers, and negotiated resolution proposals on a wide range of topics. Despite occasionally heated debates—particularly around controversial proposals—each committee succeeded in adopting a provisional resolution.

The final day was devoted to the General Assembly, a key moment during which the resolutions adopted in committee were presented to all delegates for a vote. While some proposals sparked lively debate and were ultimately rejected, others were successfully adopted following constructive discussion. The Closing Ceremony—to which Ms. Charlotte Goka, project officer at ALNU, attended — was marked by the presentation of awards to the most distinguished delegates and official speeches, bringing this enriching edition to a close.

Throughout the conference, ALNU observed the participants' dedication, seriousness, and strong engagement. The high quality of research and the richness of the debates made LUXMUN 2026 a resounding success. ALNU warmly congratulates the 28 organizers as well as all participating students for their commitment, expressing confidence that the next generation of ambassadors is already in the making.



Student delegates gathered in the Athénée's AULA during a meeting of the General Assembly.